

26 octobre 2018

Lettre ouverte à LAURENT WAUQUIEZ

Les élu.e.s communistes exigent un plan d'urgence pour les centres Afpa en Auvergne-Rhône-Alpes

Monsieur le Président,

Depuis quelques jours, nous apprenons les annonces de fermeture en cascade des centres Afpa (Agence pour la formation professionnelle des adultes) par voie de presse, conséquence du plan de réorganisation par la direction nationale de l'Afpa, dévoilé le 19 octobre 2018 à Paris.

« Ce sacrifice engendre la suppression de plusieurs centaines de postes dans les centres Afpa, la fin de l'équité de l'offre de formation sur notre territoire et la disparition pure et simple de l'offre dans les zones excentrées comme on peut légitimement le redouter dans le Cantal et la Haute-Loire. »

Roanne, Le Teil, Rillieux, Aurillac, Le Puy-en-Velay... Aujourd'hui, en Auvergne-Rhône-Alpes, cinq centres Afpa vont fermer d'ici à 2020. Et demain, combien de sites seront encore sacrifiés ?

Ce sacrifice engendre la suppression de plusieurs centaines de postes dans les centres Afpa, la fin de l'équité de l'offre de formation sur notre territoire et la disparition pure et simple de l'offre dans les zones excentrées comme on peut légitimement le redouter dans le Cantal et la Haute-Loire.

A l'heure où notre Région compte 700 000 demandeurs d'emplois, et où les jeunes auvergnats et rhônalpins aspirent à se former et travailler dans notre Région,

à l'heure où les entreprises peinent à recruter, la mise à mort des centres Afpa, qui forment à des métiers qualifiants répondant aux besoins en emplois, est totalement incohérente et inacceptable.

Ce n'est pas faute de vous avoir alerté, Monsieur le Président, depuis 2016, de l'extrême urgence

**Plusieurs millions
d'euros pour le
soutien aux centres
Afpa de notre Région**



dans laquelle se trouvent ces centres Afpa.

A de nombreuses reprises, nous sommes intervenus pour relayer ces préoccupations. Comme vous le savez, nous ne concevons pas la formation professionnelle et continue comme un bien exploitable soumis aux lois de la concurrence et du marché mais comme un outil public au service des citoyens, qui se doit d'être fort et accessible à tous, partout sur notre territoire.

Pour cela, **nous vous avons proposé, lors de chaque vote du budget de la collectivité de réserver plusieurs millions d'euros pour le soutien de ces structures.**

Dernièrement, à l'occasion de la présentation de votre nouvelle politique en matière de formation professionnelle en Assemblée Plénière du 11 et 12 octobre 2018, **nous vous avons demandé, une fois encore, de privilégier les organismes publics de formation telle que l'Afpa, et de leur consacrer un soutien financier important.**

Comme vous l'avez fait systématiquement depuis maintenant 3 ans, vous avez balayé d'un revers de la main ces propositions.

Vous vous targuez de vouloir vaincre le chômage dans notre Région, mais vous avez réalisé une économie de 125 millions d'euros, depuis 3 ans, sur le dos des demandeurs d'emplois, des jeunes apprentis, des publics précaires, fragilisés et peu mobiles, en réduisant drastiquement l'offre de formation financée par la Région.

Votre méthode est bien rodée, vous organisez minutieusement un véritable sacrifice du service public régional sur l'autel de vos saintes économies de fonctionnement afin d'obtenir les compliments des agences de notation.

Aussi, vous vous targuez de défendre les territoires ruraux, mais ce sont justement dans ceux-ci que les fermetures sont annoncées. Quel sera l'avenir des populations qui n'auront plus accès à la formation professionnelle dans ces territoires, Monsieur le Président ?

Pour faire société, il faut œuvrer à l'égalité sociale et territoriale, mais votre politique régionale loin de rassembler, divise et oppose les territoires.

Considérée comme un coût, **l'Afpa est pourtant un outil de proximité performant de lutte contre le chômage, qui affiche un taux de retour à l'emploi de près de 70 %.**

« Nous vous avons proposé, lors de chaque vote du budget de la collectivité de réserver plusieurs millions d'euros pour le soutien de ces structures. »

L'Afpa est d'utilité publique et demeure la seule à être en capacité d'offrir des possibilités d'hébergement.

Alors, pour toutes les femmes et les hommes qui vivent, se forment et travaillent dans notre Région, il faut en finir avec ce massacre.

C'est aujourd'hui, un plan d'urgence que nous exigeons. Ce plan d'urgence vous le devez à l'Afpa qui œuvre depuis tant d'années sur les territoires pour former nos concitoyens et vous le devez aux Auvergnats et Rhônalpins.

Compte tenu de la gravité de la situation, nous vous demandons solennellement un soutien financier de notre Région aux centres Afpa dans le cadre du budget 2019.

Nous vous demandons, également, d'exiger le gel de toutes décisions de fermeture des sites Afpa concernés, auprès de la direction nationale.

Et, afin de trouver une solution pérenne pour ces centres menacés, il est indispensable que vous engagiez une négociation avec celle-ci.

Nous vous informons enfin de la transmission de cette lettre ouverte à l'ensemble de la presse, des organisations syndicales et des groupes politiques du Conseil Régional.



Cécile CUKIERMAN
Loire (42)
Présidente du groupe
Sénatrice de la Loire



Pascale SEMET
Allier (03)
Conseillère régionale
Ancienne Maire de Cusset



Boris BOUCHET
Puy-de-Dôme (63)
Conseiller municipal de Riom (63)



Raphaël DEBÛ
Rhône (69)



Catherine FROMAGE
Puy-de-Dôme (63)
Adjointe au maire de Vic Le Comte (63)



François JACQUART
Ardèche (07)



Patrice VOIR
Isère (38)
Conseiller municipal de Grenoble (38)

L'HUMAIN D'ABORD PCF - FDG

Les conseillers régionaux communistes
Auvergne-Rhône-Alpes